****ARRETE n° ………………………………………

**Logo Collectivité**

**PORTANT NOMINATION SUITE A FUSION D’EPCI**

M/Mme …………………………………….......

Grade ……………………………………………

*Modèle AR54 (mis à jour le 26 décembre 2016)*

*Les éléments en italique bleu ne doivent être conservés que si la collectivité ou l’agent sont concernés.*

**Le Président de la Communauté……………………………………………….,**

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République *(en cas d’emploi fonctionnel)*,

VU l’arrêté préfectoral en date du …… portant création de la communauté ………,

VU l’arrêté de (*établissement d’origine)* ……… en date du ……, à effet du ……, classant M *(Mme)*……… au grade de ……, … échelon, Indice Brut …, Indice Majoré …, avec une ancienneté de ……,

Considérant que M *(Mme)*………… est réputé*(e)* relever de l’établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion dans les conditions de statut et d’emploi qui sont les siennes *(sauf en cas d’emploi fonctionnel)*,

**ARRETE**

# ARTICLE 1 :

A compter du ……, M *(Mme)* ……… né*(e)* ……… *(nom de jeune fille)* le ……………..…

à ……………., est nommé*(e)* suite à fusion dans les mêmes conditions de statut, de grade et d’emploi.

*OU En cas d’emploi fonctionnel :*

*A compter du ……, M ………, né(e) (nom de jeune fille) ……… le …… à …… est nommé(e) suite à fusion dans les mêmes conditions de statut et de grade.*

*A la date précitée, M ……… est maintenu(e) dans des fonctions de ……. DGS / DGA dans la nouvelle collectivité, avec le classement correspondant à son ancienne situation, et ce jusqu'à la date de la délibération créant les emplois fonctionnels de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre issu de la fusion, et au plus tard six mois après cette fusion.*

# ARTICLE 2 :

Le Directeur Général des services est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera transmis au Représentant de l’Etat et notifié à l’intéressé*(e)*.

Ampliation adressée au :

* Président du Centre de Gestion de Haute-Savoie,
* Comptable de la Collectivité.

Fait à …… le …….,

Le Président,

*(prénom, nom et signature)*

ou

Par délégation,

*(prénom, nom, qualité et signature)*

Le Président,

• certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

• informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :